

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

N° RG 20/00241 - N° Portalis DBVK-V-B7E-OUEN

O R D O N N A N C E N° 2020 - 255

du 20 Juillet 2020

SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION
PENITENTIAIREdans l'affaire entre,**D'UNE PART :****Monsieur** [REDACTED]

né le 13 Décembre [REDACTED] à [REDACTED] (ALGÉRIE)

retenu au centre de rétention de Sète dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Comparant, par communication téléphonique, assisté de **Maître Yves léopold KOUAHOU**, avocat commis d'office
Appelant,

et en présence de Madame Nabila TAGUIA, interprète assermenté en langue.

D'AUTRE PART :**1°) Monsieur LE PREFET DE L'HERAULT**place des Martyrs de la Résistance
34000 MONTPELLIER

Non représenté,

2°) MINISTERE PUBLIC :

Non représenté

Nous, Caroline CHICLET conseiller à la cour d'appel de Montpellier, délégué par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assisté de Nadine CAGNOLATI, greffier,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDUREVu l'arrêté du 15 juillet 2020 de **Monsieur LE PREFET DE L'HERAULT** portant obligation de quitter le territoire national sans délai pris à l'encontre de **Monsieur** [REDACTED],Vu la décision de placement en rétention administrative du 15 juillet 2020 de **Monsieur** [REDACTED], pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu l'ordonnance du 18 Juillet 2020 à 12h22 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de MONTPELLIER qui a décidé de prolonger la rétention administrative pour une durée maximale de vingt-huit jours,

Vu la déclaration d'appel faite le 19 Juillet 2020, par **Maître Yves léopold KOUAHOU**, avocat, agissant pour le compte de **Monsieur [REDACTED]**, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour, à 9h19,

Vu les télécopies adressées le 19 Juillet 2020 à **Monsieur LE PREFET DE L'HERAULT**, à l'intéressé, à son conseil, et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 14 H 30.

Dans le cadre de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire dus à la pandémie au coronavirus COVID - 19, et durant cette période, par application de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,

En son article 7 : « Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience « ou l'audition » se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des « des personnes y participant » et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats « , ou la personne à auditionner, » par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, « les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts.»

« Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré. » »

PRETENTIONS DES PARTIES

Assisté de Madame Nabila TAGUIA, interprète, **Monsieur [REDACTED]** confirme son identité telle que mentionnée dans l'ordonnance entreprise et déclare : "Je suis né en Algérie. Je n'ai rien à dire. L'idéal pour moi serait que je sois libéré. Je ne veux plus rester dans le centre, je n'en peux plus."

L'avocat, **Me Yves léopold KOUAHOU** développe les moyens de l'appel formé contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a prolongé le maintien en rétention de l'étranger.

Monsieur le représentant de **Monsieur LE PREFET DE L'HERAULT** ne comparait pas.

SUR QUOI

Sur la recevabilité de l'appel :

L'appel formé dans le délai de 24 heures suivant la notification de l'ordonnance critiquée est recevable.

Sur la régularité de la procédure :

Contrairement à ce que soutient à tort ~~Youssef El Moudjahid~~, son droit de communiquer avec les instances nationales ou internationales et non gouvernementales lui a été régulièrement notifié ainsi que cela résulte du procès-verbal de notification du 15 juillet 2020 à 19h00, traduit en langue arabe dans une langue qu'il comprend, qui mentionne les noms et coordonnées postales et téléphoniques de toutes ces instances habilitées et que l'intéressé a dûment signé.

Ce moyen sera donc rejeté.

En outre, et contrairement à ce que fait valoir ~~Youssef El Moudjahid~~, il résulte des mentions, faisant foi jusqu'à preuve contraire, du procès-verbal du 15 juillet 2020 à 10h20 contenant le résultat de la consultation du fichier Visabio, que le fonctionnaire de police l'ayant consulté était expressément habilité à cet effet conformément aux prescriptions des articles L.611-8, R.611-6 et R.611-12 du CESEDA.

Aucune irrégularité n'est démontrée de ce chef.

Sur le fond :

L'intéressé est de nationalité algérienne et en situation irrégulière sur le territoire national puisqu'il ne justifie pas d'un titre de séjour en cours de validité.

Il est sans emploi ni attache familiale sur le territoire national où il est arrivé clandestinement en 2018.

Les services de la préfecture ont saisi les autorités consulaires algériennes dès le lendemain de son placement en rétention soit le 16 juillet 2020 ainsi que cela résulte du courrier produit au dossier et restent en attente du laissez-passer demandé.

~~Youssef El Moudjahid~~ soutient que, compte tenu de la pandémie mondiale de Covid 19 et de la fermeture des frontières entre la France et l'Algérie, aucune perspective d'éloignement dans un délai raisonnable n'est envisageable.

Il est un fait que, compte tenu du contexte de pandémie mondiale due au Covid 19 ayant entraîné la fermeture des frontières entre la France et l'Algérie depuis plusieurs mois, l'éloignement de ~~Youssef El Moudjahid~~ ne peut être envisagé dans un délai raisonnable puisque la date de réouverture des frontières entre ces deux pays n'est pas connue ni même prévisible tenant l'évolution plus qu'incertaine de la pandémie à l'heure actuelle.

Aucune perspective d'éloignement dans un délai raisonnable de ~~Youssef El Moudjahid~~ n'étant à ce jour envisageable du fait de la fermeture des frontières entre la France et l'Algérie pour une durée inconnue, le placement en rétention de l'intéressé n'est pas justifié et il doit être remis en liberté sans délai.

L'ordonnance déferée sera infirmée sur ce point.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement,

Déclarons l'appel recevable,

Rejetons les moyens d'irrégularité de la procédure ;

Infirmons la décision déferée ;

Et statuant à nouveau ;

Ordonnons la remise en liberté de Monsieur [REDACTED],

Lui rappelons qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, notifiée, par fax au centre de rétention de SETE, le 20 Juillet 2020

Le greffier,

Le magistrat délégué,
